

KRIEBER, Janine (sous la direction de). *Islam et Occident. Une cohabitation obligée ?* Québec, Institut québécois des hautes études internationales, 1995, 183p.

Houchang Hassan-Yari

Volume 27, numéro 1, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703567ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703567ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hassan-Yari, H. (1996). Compte rendu de [KRIEBER, Janine (sous la direction de). *Islam et Occident. Une cohabitation obligée ?* Québec, Institut québécois des hautes études internationales, 1995, 183p.] *Études internationales*, 27(1), 177–181. <https://doi.org/10.7202/703567ar>

tion respective des populations d'Europe et du monde arabe de 1990 à 2025 sont plus qu'impressionnants, avec des croissances respectives de 5 et de 129 %. Chesnais, en se basant sur les projections de 1992 des Nations Unies, sous-estime sans doute le ralentissement de la croissance démographique sur la rive méridionale de la Méditerranée dans le premier quart du siècle prochain, et même s'il dramatise peut-être à l'excès la confrontation entre «l'Occident riche et triomphant, en plein déclin démographique» et «un monde arabo-musulman surpeuplé et miséreux, prêt à une revanche historique sur l'Occident infidèle et corrompu, après huit siècles d'humiliation», il a raison de souligner l'urgence de «nouvelles méthodes d'organisation internationale qui peuvent mobiliser et déplacer les populations en croissance rapide pour leur donner une chance de survie».

Chesnais termine son livre par un «plaidoyer pour une renaissance des vieux mondes» en soulignant notamment avec raison que «les enfants ont été les grands oubliés de l'État-providence» des pays riches, et en fustigeant les déclarations franchement stupides du commandant Cousteau, porte-parole de ce qu'il qualifie d'écologisme anti-humaniste, sur le surpeuplement et la nécessité d'éliminer 350 000 hommes par jour. Décidément, l'univers des savants des sciences naturelles n'a pas fini d'afficher avec arrogance son ignorance naïve des sciences humaines, y compris dans *Le Courrier de l'Unesco*.

Ouvrage courageux et remarquable, à faire lire par le plus de gens possible, malgré un traitement parfois léger et un peu incohérent des

statistiques (p. ex., en page 216, on trouve à la fois 50 % d'adultes ivrognes et 40 % d'alcooliques en Russie).

André Lux

*Département de sociologie
Université Laval*

Islam et Occident. Une cohabitation obligée ?

*KRIEBER, Janine (sous la direction de).
Québec, Institut québécois des hautes
études internationales, 1995, 183p.*

Sur l'insistance du ministre de la Défense nationale de l'époque, Marcel Masse, se tient au Collège militaire royal de Saint-Jean, les 25 et 26 mars 1993, un colloque qui réunit un nombre de penseurs d'horizons variés. Le présent ouvrage, sous la direction de Janine Krieger dont la contribution se limite à l'«Avant-propos» (pp. 9-10) et à la «Conclusion» (pp. 179-180), divisé en trois parties, est le fruit de cette rencontre. «Les rapports conflictuels entre l'Occident et l'Islam» et «la question du rapport (de celui-ci) à la laïcité qui a jeté un éclairage nouveau» est le thème qui y surgit de lui-même. (Avant-propos)

«Les questions globales» font l'objet de la première partie, composée de quatre articles. Dans un article fort intéressant, «L'Islam comme pôle anti-occidental par essence?», Olivier Carré s'interroge sur les éléments constitutifs de sa problématique : l'Islam, un pôle face à l'Occident? ; son antioccidentalité de fait? ; le rôle de l'essence de l'Islam dans cette entreprise? (p. 13) L'auteur parle de deux Islams : «officiel», celui des organisations et des conférences, dominé par l'Arabie Saoudite et le Pakistan ; «pa-

rallèle», celui des mouvements islamistes contestataires. Le succès de ces derniers vient surtout de l'échec des modèles importés d'Occident. Selon O. Carré, les mouvements extrémistes ne sont nullement représentatifs de la réalité de l'Islam, car «il est faux et dangereux de prétendre que, par essence, l'Islam confond le religieux et le politique...» (p. 19) Il critique les orientalistes et la vision actuellement dominante en Occident sur l'Islam et l'évolution des sociétés musulmanes sans vouloir épargner certains courants islamistes. «Combien il est erroné de dire: chiisme égale extrémisme! C'est le khomeinisme qui est d'autant plus extrémiste qu'il est moins chiite». (p. 23) L'extrémisme actuel ne représente pas la pensée politique de la grande tradition musulmane qui est foncièrement quietiste et où la séparation du religieux et du politique est la règle. (p. 23) Il est passager et «le xxi^e siècle pourrait être celui d'un islam postextrémiste post-'islamiste', reprenant le cours de la Grande Tradition». (pp. 25-26) Cela signifie que «l'Islam en soi n'est pas antioccidental dans son contenu doctrinal au sens qu'il serait étranger et hostile par essence aux théories, élocutions et pratiques islamiques déviantes actuelles confortant pourtant le concept d'un 'pôle' Islam agressif face au 'pôle' Occident...». (p. 26) Si jusqu'ici, et pour des raisons opposées, l'Occident et certains pays musulmans insistent sur l'incompatibilité politico-religieuse de ces deux mondes, O. Carré évite ce piège et conclut son article sur un registre différent: «La vraie possible polarité semble être d'ordre économique et non d'abord religieux: un petit Nord très riche et très clos dans sa richesse, et un vaste

et divers Sud pauvre ou très pauvre et très dépendant du Nord». (p. 26)

A travers trois dynamiques, la démocratisation politique, la modernisation socio-économique et la modernité culturelle, Samir Aoun étudie la place des minorités ethnoreligieuses dans «Les paradigmes brouillés: réflexions sur les minorités de l'espace arabo-musulman». Il met l'accent sur «le rôle décisif des intellectuels des minorités chrétiennes et juives dans la formulation d'un nouveau projet socioculturel» et dans la *Renaissance arabe* sans détailler ce qu'il entend par la renaissance ou le projet socioculturel. L'auteur reconnaît l'échec du panarabisme, du nationalisme, de l'étatisme et d'autres idéologies importées depuis l'avènement de l'État-nation dans l'espace arabo-musulman qu'il refuse à délimiter. Dans cet article, le «Monde arabe», qui ne constitue qu'une petite partie de l'ensemble musulman, monopolise tout l'espace arabo-musulman. La Turquie et l'Iran ne sont mentionnés qu'accessoirement et les pays musulmans importants tels que l'Indonésie, le Bangladesh et le Pakistan sont tout simplement omis. L'article se contredit lorsqu'il parle de Hafez el Assad, le président syrien, «aux convictions idéologiques panarabistes», et ses «liens intimes avec l'Iran chiite, sans craindre de 'froisser' les sentiments des Arabes sunnites majoritaires». (p. 34) De plus, l'auteur ne fait pas de distinction entre la volonté réelle et la capacité effective des minorités de la terre musulmane lorsqu'il fait part de «l'absence de toute volonté sécessionniste chez les minorités ethnoreligieuses». (p. 35) Or, les Coptes, les Kurdes, les Berbères, les Chrétiens, les Timorais orientaux, les

Chiites ou les Sunnites ont des aspirations politiques différentes et tous ne partagent pas la croyance de l'auteur en «la permanence des États territoriaux». Enfin, dans ses conclusions, S. Aoun remarque «l'inimitabilité du modèle israélien, car aucune des minorités ethno-religieuses hors Israël (...) ne serait capable de poser ce modèle comme une stratégie identitaire». Ici, l'auteur ne prend pas en considération la spécificité du mouvement sioniste, son évolution historique, les événements en Europe et la qualité du support dont il jouissait tout au long de ses revendications et aspirations politiques et territoriales. Aucune minorité religieuse ou ethnique dans l'espace arabo-musulman ne peut espérer un tel appui!

L'article de Marie-Lucy Dumas, «Le monde arabo-musulman : les nouvelles préoccupations de sécurité», couvre divers sujets qui préoccupent cet espace ethno-religieux : déséquilibres économiques, sociaux et politiques, question de la démocratie, course aux armements, divisions internes du monde, nationalisme et étaticisme, question de sécurité. L'auteur étudie également les rapports des pays arabes avec l'Occident, dominé par les États-Unis. Quant à la «menace» du Monde arabe pour l'Europe et l'Occident, M.-L. Dumas pose la problématique de la sécurité d'une autre manière : les déstabilisations de l'économie et celles provoquées par le terrorisme intégriste ne sont-elles pas des risques aussi dangereux pour le Monde arabe lui-même que pour l'Europe ? (p. 42) Elle insiste sur l'importance de l'aide occidentale et le développement de la coopération pour faire pencher la balance dans le sens

de la sécurité et du développement et diminuer la menace intégriste. (p. 55)

Agnès Levallois s'intéresse aux «relations Nord-Sud». Les relations entre les deux rives de la Méditerranée et l'historique du dialogue euro-arabe (CEE-Maghreb, CEE-CCG) constituent l'essentiel de cet article plutôt consacré aux rapports économiques Nord-Sud. L'auteur reconnaît le rôle mineur de l'Europe dans la région où les États-Unis restent la puissance dominante. (p. 67)

La deuxième partie est consacrée aux questions régionales. Pour Luc Duhamel, «L'islam comme facteur de stabilisation dans l'ex-URSS», cette religion constitue une composante du nationalisme, mais aussi en même temps, un facteur de stabilisation dans les républiques d'Asie centrale. (p. 71) L'instauration de la liberté d'expression par Gorbatchev a contribué à la montée de l'islam qui est considéré désormais comme force d'opposition au centre. Ses chefs exercent une pression sur les dirigeants politiques des républiques pour empêcher l'entrée de l'influence occidentale chez eux. D'après L. Duhamel, «Grâce à l'islam, les nations d'Asie centrale ont su conserver leur identité même sous le régime soviétique». (p. 80) Il fait également part de l'omniprésence de l'islam dans le Caucase comme la référence. Le texte de Duhamel qui est consacré à la situation de l'islam dans ces républiques mentionne au passage son rejet des modèles russe et occidental mais n'entre pas bien dans le cadre d'un livre intitulé *Islam et Occident. Une cohabitation obligée ?*

Après une longue introduction à son article, «Les particularités de la

politique extérieure de la Russie contemporaine et le facteur islamique», Pavel Tsigankov s'insurge contre «le totalitarisme agressif du fondamentalisme prêchant la 'procession victorieuse de l'islam à travers le monde' et l'exportation de l'islamisme». Il est scandalisé par la violation des droits de l'Homme dans les pays musulmans qui s'opposent aux valeurs universelles démocratiques et appelle à leur condamnation. (p. 87) Toutefois, l'auteur qui oublie la part de l'Occident dans ces violations (politiques clientélistes et entretien des régimes répressifs «pro-occidentaux»,...) ne semble pas trop ébranlé par l'interdiction du deuxième tour électoral en Algérie, car cela «a permis de retenir une propagation du fondamentalisme». (p. 87) Au lieu d'expliquer les raisons profondes des mutations à l'intérieur des républiques de l'Asie centrale, l'auteur recourt au cliché de l'ingérence iranienne directe ou par l'entremise des organisations régionales telle l'Organisation de la coopération économique. (p. 90) Enfin, il affirme que le facteur islamique exerce une grande influence sur la situation sociale et économique de la Russie, causant ainsi une menace à sa fragile stabilité politique.

Christian Lechery consacre son article, «Pour une construction de la paix en Asie», à l'analyse des conflits du Pakistan à l'Indonésie. On peut s'interroger sur la pertinence de la présence de cette contribution, d'ailleurs fort intéressante dans une publication sur la résolution des conflits, dans le cadre du présent recueil *Islam et Occident*.

«L'islam en Afrique noire dans l'après-guerre froide» est le thème de

l'intervention de Claude Wauthier. L'auteur y traite les clivages religieux (chrétien-musulman en Éthiopie et en Érythrée, musulman-animiste au Soudan) et l'influence que les pays musulmans (Iran, notamment en Tanzanie et aux Comores, Arabie Saoudite au Mozambique,...) exercent en Afrique noire. À l'instar de Yves Lacoste, sur un registre différent, C. Wauthier se demande si l'Afrique était l'enjeu d'une guerre de religion entre l'islam et le monde occidental. (p. 122)

Antoine Sfeir s'occupe de «L'islam en Occident» et propose une étude détaillée de l'islam en France tout en survolant la situation des musulmans dans d'autres pays occidentaux (Belgique, Grande-Bretagne, Allemagne, Suisse, Canada, États-Unis). Il constate le fractionnement du mouvement islamique en France qui porte des divisions persistant au sein du monde arabo-musulman, ce qui réduit sa marge de manœuvre en territoire étranger. (p. 143)

La troisième partie, «Que faire?», composée de trois textes, examine «la question de l'intervention». Dans un texte fort intéressant critiquant l'intervention internationale et la position des pays occidentaux sur la «question bosniaque», Jean-Pierre Derriennic revisite «La 'question d'Occident' soixante-dix ans plus tard.» L'auteur cite Toynbee qui «prend le contre-pied des idées reçues: bien plus qu'une 'question d'Orient' qui serait une menace pour la paix de l'Europe, il y a une 'question d'Occident' qui fait le malheur des habitants du Proche-Orient.» (p. 148) Il fait part de l'influence des préjugés traditionnels de l'Occident envers les musul-

mans pour expliquer l'apathie des gouvernements occidentaux, accrochés «à des stéréotypes venus de la Deuxième Guerre mondiale ou même de la première», dans la crise de la Bosnie. (p. 158)

«Le droit d'ingérence humanitaire» fait l'objet de la réflexion de Philippe Constantineau. Rappelant les exemples irakien et somalien, l'auteur se demande si avec les opérations humanitaires internationales «nous n'assistons pas au début d'une nouvelle ère d'interventionnisme occidental dans les pays du Tiers monde.» (p. 160)

Enfin, dans «L'ingérence, solution ou problème?», Hubert Gourdon examine les incertitudes et ambiguïtés entourant cette question d'un point de vue légal. Ce texte, comme celui qui le précède, évoque le problème de l'ingérence à partir de la situation irakienne mais n'entre pas dans le cadre des rapports *conflictuels* de l'Islam, comme idéologie, et l'Occident. Si au lieu du titre controversé *Islam et Occident. Une cohabitation obligée?* l'ouvrage empruntait un autre titre, «Les pays musulmans dans l'après-guerre froide», par exemple, il y aurait, peut-être, une plus grande harmonie entre ses différents textes et leur parution dans le même ensemble serait plus appropriée.

Houchang HASSAN-YARI

Collège militaire
Kingston, Canada

La pensée politique de Raymond Aron.

LAUNAY, Stephen. Paris, PUF (Coll. : «Recherches politiques»), 1995, 243p.

«Il vaut mieux avoir tort avec Sartre que d'avoir raison avec Aron», disait-on naguère dans les beaux salons parisiens. Si Sartre a eu tort maintes fois, que signifie avoir raison avec Aron? Qu'est-ce que la *raison* d'Aron? Tâche difficile s'il en est, puisque le «spectateur engagé» a fait cure du dogme actuel de l'affectation scientifique et a couvert de vastes domaines de recherche. Depuis son décès en 1983, la raison d'Aron a été décortiquée par nombre d'exégètes, des travaux de Nicolas Baverez, Robert Colquhoun, Daniel J. Mahoney, Sylvie Mesure et Alain Renaut à la toute récente biographie de Jean-François Sirinelli (*Deux intellectuels dans le siècle, Sartre-Aron*). Avec *La pensée politique de Raymond Aron*, le politologue Stephen Launay se joint maintenant à ce groupe, en témoignant d'une connaissance intime de l'œuvre aronienne et d'une admiration critique ne tolérant nulle flagornerie.

Pour Launay, l'importance de l'œuvre de Raymond Aron tient à deux aspects éthiques. D'une part, «elle résulte du travail d'un intellectuel qui a voulu comprendre le monde dans lequel il vivait et a, pour ce faire, usé d'une certaine *méthode* et imposé un certain *style de pensée*» (p. 1). D'autre part, elle relève «du refus de la tromperie opposée à soi et à ses pairs» (p. 3). Launay tente donc de saisir l'unité de pensée aronienne, sans être obnubilé par les prises de position